



Drôles de châtiments à « l'Angélus »

ÉDUCATION Soupçons de maltraitance. Une école catholique traditionaliste a été fermée dans le Cher sur décision préfectorale

« Un climat de terreur », des châtiments dignes « du XIX^e siècle », des soupçons « d'infractions de nature sexuelle »... Joël Garrigue, procureur de la République de Bourges, ne mâche pas ses mots à propos du fonctionnement de l'institution l'Angélus, école catholique hors contrat ouverte en 2010 dans le village de Presly (Cher) et qui accueille, sous l'égide de la Fraternité enseignante des cœurs de Jésus et de Marie, plus d'une centaine de garçons, du primaire au lycée. L'établissement a fait l'objet d'une perquisition vendredi alors que la préfecture signait un arrêté de fermeture provisoire de l'école « sur le fondement de la protection de l'enfance, au regard de l'enquête judiciaire en cours ».

Punitions d'un autre âge

« L'Angélus : gardien des âmes de nos enfants », claironne l'institution sur son site Internet. Son directeur, l'abbé Régis Spinoza, ne cache pas que le « projet spirituel » est au cœur de l'enseignement dispensé, avec messe en latin, et que, par exemple, les cours de SVT « sont traités sous le regard que nous devons avoir en tant que chrétiens... » Dans une vidéo présentant l'équipe éducative, on entend également un enseignant expliquer qu'en choisissant l'Angélus « les parents essaient de donner le meilleur » pour les enfants qui « ne comprennent pas toujours très bien cette exigence. Nul doute qu'ils remercieront un jour leurs parents et Dieu... » Un père de quatre enfants scolarisés à l'Angélus ne partage pas cet avis. Sa plainte pour maltraitance est à l'origine des investigations. Selon une source proche de l'enquête, il est question de « claques », de privation de nourriture, de punition d'un autre âge (obligation de rester im-

mobile durant des heures...), voire, dans « deux ou trois cas qui restent à confirmer », d'agressions à caractère sexuel. Hier soir sur RTL, une mère de famille a déclaré que son fils aurait été battu à « coups de poing et de tabouret » par le directeur.

Un abbé en garde à vue

Toujours selon cette même source, un enseignant et une dizaine d'enfants sur la cinquantaine entendue vendredi auraient confirmé les mauvais traitements. Sur les réseaux sociaux, des partisans de l'institution dénoncent, eux, une « vengeance de la part d'une famille malveillante qui en plus a bénéficié de la gratuité ».

Placé en garde à vue le temps de la perquisition, l'abbé Spinoza, 46 ans, ordonné prêtre en 2007, n'a pas encore été entendu par les gendarmes sur le fond du dossier, qui porte également sur des soupçons de « travail dissimulé », d'« infractions d'ordre économique et financier » mais aussi de fourniture de produits périmés... Contacté par le JDD, ce dernier, qui a œuvré dans plusieurs établissements proches de la mouvance traditionaliste, notamment à Bordeaux, n'a pas donné suite. Sur France Bleu, l'archevêque de Bourges s'est dit hier soir « ému et déçu » par cette affaire, sans toutefois condamner les faits reprochés. ● S.J.